

JOURNAL D'UN TEMOIN
LA GUERRE VUE DEPUIS BRUXELLES
(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

Bruxelles, jeudi 17 septembre (1914)

De nombreuses pièces d'artillerie lourde allemande sont en train d'arriver, transitant vers Anvers.

Le canon continue, l'appréhension continue aussi. A côté de quelques rumeurs qui semblent sérieuses, circulent les nouvelles les plus insensées.

On parle beaucoup des difficultés auxquelles est confronté le bourgmestre Max.

- *Vous ne savez pas ?* – me rapporte une connaissance—. *Les Allemands allaient l'emprisonner, au terme d'une discussion sur les réquisitions et l'impôt de guerre. Mais Max a*

demandé la permission d'aller chercher plusieurs papiers, a rapidement gagné en automobile la légation des Etats-Unis et est revenu avec son immunité de consul nord-américain. Beau pied de nez aux boches ! ...

- *Mais, comment pouvez-vous croire une chose pareille ? – lui ai-je objecté –. Les ambassadeurs ne peuvent pas nommer des consuls, et ces derniers ne le sont pas tant qu'ils n'obtiennent pas l'exequatur du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. Et le gouvernement belge ne se trouve pas à Bruxelles ...*
- *Je ne sais pas. Ce sont des personnes très autorisées qui me l'ont assuré et cela doit être vrai.*

Et pendant que circulent ces nouvelles et que tonne le canon, les Allemands continuent à s'efforcer de faire croire que la Belgique est coupable de ce qui

se passe et que les alliés ont attaqué perfidement l'Allemagne. Aujourd'hui, ils ont placardé sur les murs et distribué à profusion dans les rues une longue affiche jaune, que la population lit en soulevant les épaules. Il s'agit du rapport confidentiel envoyé par le chargé d'affaires belge à Saint-Pétersbourg au ministre des affaires étrangères à Bruxelles et, "*par hasard*" intercepté par la police internationale allemande dans le courrier de Berlin. Mais le document, contrairement à ce que l'on disait dans l'extrait publié hier, bien qu'il fût authentique, ne prouvait en aucune façon que la Triple Entente voulait la guerre, mais que l'Allemagne a su la provoquer par la main de l'Autriche, comme le verront tous ceux qui le liront avec attention et l'analyseront à l'aise. L'affiche dit :

"Un document historique". (N.d.T.)

" Le 31 juillet 1914, une lettre fut remise à la poste de Berlin, avec cette adresse : Madame Costermans,

107 rue Froissard, Bruxelles (Belgique).

"Le même jour, l'état de guerre avait été proclamé pour tout le territoire de l'empire, ce qui impliquait la suspension de l'expédition de lettres privées à destination de l'étranger ; la lettre fut donc transmise, avec une mention concernant l'état de guerre, au bureau de départ. La lettre y resta et fut ouverte, finalement à l'expiration du délai légal, par la direction des postes à Berlin, afin de constater l'adresse de l'auteur de la lettre. Sous l'enveloppe se trouvait une seconde enveloppe portant cette adresse : « A Son Excellence Monsieur Davignon, Ministre des Affaires étrangères.» Sur cette enveloppe non plus l'adresse de l'auteur n'était pas indiquée.

"Elle fut donc légalement ouverte : on y trouva un rapport officiel du chargé d'affaires de Belgique à Saint-Pétersbourg, Monsieur B. de l'Escaille, sur la situation politique à Saint-Pétersbourg à la date du 30 juillet. Ce

rapport, vu son importance politique, fut alors remis par la direction supérieure des postes à l'office des Affaires étrangères.

"Voici le texte original de ce rapport, que nous avons publié, en résumé, antérieurement :

"Légation de Belgique à Saint-Pétersbourg. 795/402. Le 30 juillet 1914 – Situation politique.

"Monsieur le Ministre, Les journées d'hier et d'avant-hier se sont passées dans l'attente d'événements qui devaient suivre la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Les nouvelles les plus contradictoires ont circulé sans qu'il soit possible de démêler exactement le vrai du faux, touchant les intentions du gouvernement impérial.

"Ce qui est incontestable, c'est que l'Allemagne s'est efforcée, autant ici qu'à Vienne, de trouver un moyen quelconque d'éviter un conflit général, mais qu'elle a

rencontré d'un côté l'obstination du cabinet de Vienne à ne pas faire un pas en arrière et, de l'autre, la méfiance du cabinet de Saint-Pétersbourg devant les assurances de l'Autriche-Hongrie qu'elle ne songeait qu'à punir la Serbie et non à s'en emparer.

"M. Sazanow a déclaré qu'il était impossible à la Russie de ne pas se tenir prête et de ne pas mobiliser, mais que ces préparatifs n'étaient pas dirigés contre l'Allemagne.

"Ce matin, un communiqué officiel aux journaux annonce que les réservistes ont été appelés sous les armes dans un certain nombre de gouvernements. Connaissant la discrétion des communiqués officiels russes, on peut hardiment prétendre qu'on mobilise partout. L'ambassadeur d'Allemagne a déclaré ce matin qu'il était au bout des essais de conciliation qu'il n'a cessé de faire depuis samedi et qu'il n'avait plus d'espoir.

"On vient de me dire que l'ambassade d'Angleterre s'était prononcée dans le même sens. La Grande-Bretagne a proposé dernièrement un arbitrage. M. Sazanow a répondu : " Nous l'avons nous-mêmes proposé à l'Autriche-Hongrie, elle l'a refusé". A la proposition d'une conférence, l'Allemagne a répondu par la proposition d'une entente entre cabinets. On peut se demander vraiment si tout le monde ne désire pas la guerre et tâche seulement d'en retarder un peu la déclaration pour gagner du temps.

"L'Angleterre a commencé par donner à entendre qu'elle ne voulait pas se laisser entraîner dans un conflit. Sir George Buchanan le disait ouvertement. Aujourd'hui on est fermement convaincu à Saint-Pétersbourg, on en a même l'assurance, que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui est d'un poids énorme et n'a pas peu contribué à donner la haute main au parti de la guerre.

"Le gouvernement russe a laissé dans ces derniers jours libre cours à toutes les manifestations pro-serbes et hostiles à l'Autriche et n'a aucunement cherché à les étouffer.

"Il s'est encore produit des divergences de vues dans le sein du conseil des ministres qui s'est réuni hier matin ; on a retardé la publication de la mobilisation ; mais, depuis, s'est produit un revirement, le parti de la guerre a pris le dessus, et ce matin, à 4 heures, cette mobilisation était publiée.

"L'armée, qui se sent forte, est pleine d'enthousiasme et fonde de grandes espérances sur les progrès réalisés depuis la guerre japonaise. La marine est si loin d'avoir réalisé le programme de sa reconstruction, de sa réorganisation, qu'elle ne peut vraiment pas entrer en ligne de compte. C'est bien là le motif qui donnait tant d'importance à l'assurance de l'appui de l'Angleterre. Comme j'ai eu l'honneur de vous

le télégraphier aujourd'hui (T. 10), tout espoir de solution pacifique paraît écarté. C'est l'opinion des cercles diplomatiques.

"Je me suis servi, pour mon télégramme, de la voie via Stockholm par le "Nordisk Gabel" comme plus sûr que l'autre. Je confie cette dépêche à un courrier privé, qui la mettra à la poste en Allemagne.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de mon plus profond respect.

– Bernard de l'Escaille." (N.d.T. : nous avons ajouté les éléments en vert, figurant apparemment dans le courrier originel et non repris sur l'affiche.)

Passons sur la manière providentielle dont ce document est arrivé entre les mains des autorités allemandes, miracle qui, bien sûr, les a amenées à lui attribuer plus d'importance qu'il n'en a en réalité. La lettre confidentielle ne fournit, en effet, que des

informations et des impressions superficielles, qui ne nous présentent pas monsieur de l'Escaille comme un diplomate perspicace, de haut vol et bien au courant de la situation. Il commence par dire ingénument qu'il ne lui est pas possible de savoir de source sûre ce qui se passe, ni quelles sont les intentions « *impériales* ». il ajoute ce que tout le monde connaît, en l'occurrence l'attitude de l'Allemagne, feignant de s'efforcer à éviter un conflit qu'elle-même a provoqué par l'intermédiaire de l'Autriche, qui n'aurait pas fait ce qu'elle a fait sans le plein consentement, sans la suggestion de la Prusse militariste. Avec une égale candeur, il critique l'obstination de l'Autriche qui ne cède pas aux demandes publiques du kaiser, obéissant ainsi à ses exigences secrètes, et il consigne, sans la commenter, la déclaration de la Russie qui ne peut manquer de mobiliser parce qu'elle voit approcher le danger et, même si elle ne pense pas attaquer qui que

ce soit, elle ne veut pas non plus se voir attaquée impunément. Remarquez que cela se passait fin juillet et que les précautions russes étaient plus que justifiées par les préparatifs allemands, pas si secrets, malgré l'hermétique silence dans lequel s'enfermaient les autorités, la population et même la presse d'Allemagne, préparatifs qui ne furent pas connus ou même soupçonnés par les chancelleries. Le chargé d'affaires note ensuite que l'ambassadeur allemand déclarait inutile toute nouvelle tentative de conciliation, que celui d'Angleterre pensait de même pour des raisons très différentes, et que la Grande-Bretagne et la Russie avaient proposé à l'Autriche un arbitrage repoussé par cette dernière, évidemment parce que l'Allemagne le voulait ainsi car, autrement, elle aurait également obéi à la pression de sa grande alliée. Ce qui paraît plus compliqué c'est la conviction régnant à Saint-Pétersbourg selon

laquelle l'Angleterre est résolue à appuyer la France ; mais tout doute concernant cette attitude disparaît quand on se souvient que les préparatifs d'agression contre la république étaient évidents à la date de la lettre confidentielle et que, au cas où elle la voyait attaquée, la Grande-Bretagne était obligée d'accourir à son secours. Le militarisme russe est commun à tous les pays, à de rares exceptions près, et les manifestations pro serbes, naturelles, après les déclarations russes comme quoi l'empire ne pouvait pas se permettre qu'on l'anéantisse. Les autres faits communiqués par Monsieur de l'Escaille, comme les divergences au sein du cabinet et l'insuffisance de la flotte, peuvent être considérées comme des preuves que la Russie ne se préparait pas très activement à la guerre, parce que ni l'Angleterre ni la France ne pensaient à elle. En somme, la seule chose que nous a prouvé le document c'est que Monsieur de l'Escaille ne constitue, à mon humble avis, pas le prototype des

diplomates. En témoigne le moyen utilisé pour faire parvenir ses confidences entre les mains de son supérieur.

Mais une main que je connais beaucoup a écrit un commentaire plus synthétique et concluant que celui que je viens de faire, écrivant au bas de l'affiche jaune ce seul mot au crayon : "*Italie*".

En effet, si l'Allemagne et l'Autriche avaient été attaquées, l'Italie aurait dû marcher avec elles. Et elle ne le fait pas.

L'Italie, par son silence et son immobilité, accuse et condamne sans appel l'outrage allemand.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « *La guerra vista desde Bruxelles. Diario de un testigo* (14) », in LA NACION ; 30/03/1915.

PAYRO ; « *La guerra vista desde Bruxelles. Diario de un testigo* (15) », in LA NACION ; 31/03/1915.

N.d.T. :

Nous avons trouvé le texte de cette « *lettre* » de Bernard de l'Escaille à Julien DAVIGNON, grâce à http://www.forgottenbooks.com/readbook_text/Pages_Actuelles_1914-1919_1200062250/443

Nous avons dû en *retoucher* tous les caractères accentués. Il était suivi de la note suivante :

« *La publication de ce document inaugure une campagne qui fut menée avec beaucoup de méthode dans toute la Belgique dans le but de rejeter les responsabilités de la guerre sur la Russie, l'Angleterre, la France. A cet effet on eut recours, non seulement aux*

affiches, mais encore aux journaux qui parurent en Belgique avec l'autorisation de la censure allemande dès que les organes belges, qui avaient la confiance du public disparurent. Ces journaux extrêmement suspects – quelques-uns étaient manifestement subventionnés par les Allemands – n'eurent jamais aucun crédit ni aucune autorité. »

Nous étant, par ailleurs, récemment rendu compte que, grâce à l'admirable travail de Benoît Majerus et Sven Soupart, le *Journal de guerre* (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) de Paul MAX (cousin du bourgmestre Adolphe MAX) était accessible sur INTERNET – il a été publié aux Archives de la Ville de Bruxelles / Archief van de Stad Brussel en 2006 –, il nous semble intéressant d'en citer des passages relatifs à certains événements évoqués par Roberto J. Payró.

http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal_de%20guerre_de_Paul_Max_bdef.pdf

C'est ainsi que Paul MAX rapporte en date du :

Mercredi 23 septembre 1914 (pages 66-67). (...) Une affiche collée ce soir reproduit une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères par le ministre de Belgique à Saint-Pétersbourg. Cette lettre date de la fin de juillet, au moment où toutes les « conventions diplomatiques » échouaient les unes après les autres. Envoyée sous enveloppe au nom de Mme Costermans, 107, rue Froissard, cette lettre contenue dans une seconde enveloppe au nom de M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, se trouva arrêtée à Berlin au moment de la déclaration de guerre, les courriers ne circulant plus. Au bout d'un certain temps, la première enveloppe fut ouverte par l'administration des postes... et comme il n'y avait pas le nom de l'expéditeur, la seconde enveloppe fut ouverte à son tour. Elle contenait une lettre de M. de l'Escaille, ministre de Belgique à Saint-Pétersbourg.

De cette lettre, il ressort que le Gouvernement de l'Empire allemand désirait par-dessus tout la paix mais qu'il a été entraîné à la guerre par les obligations qu'il avait vis-à-vis de l'Autriche et surtout par l'attitude nettement agressive de la Russie. Soit ! Mais ce n'est pas la Russie qui a violé la neutralité belge.